

D'une part, nous nous élevons aussi vigoureusement que possible contre chaque nouvelle attaque dirigée contre nos marchés ou nos intérêts. Ces dix derniers jours, le Premier ministre a discuté à deux reprises avec le Président Reagan des dernières mesures américaines concernant les céréales. À mon retour au Canada mercredi, la première personne à qui j'ai téléphoné était George Shultz. En juin, j'ai également abordé le problème agricole avec des représentants de la Communauté européenne. Pour sa part, John Wise s'est rendu à Bruxelles et à Washington pour exhorter ses homologues à s'entendre.

D'autre part, nous tentons de nous élever au-dessus de la mêlée actuelle pour convaincre les autres pays de réduire d'un commun accord leurs subventions.

C'est un processus de longue haleine.

Charlie Mayer a convoqué la réunion des ministres des cinq principaux exportateurs de céréales au monde qui s'est tenue en juin; elle avait pour objet de trouver un terrain d'entente sur la façon de réduire les subventions. À la fin du mois, M. Mayer sera à Cairns, en Australie, où il participera à l'élaboration d'une stratégie commune visant les subventions.

Mais tandis que nous nous dépensons ainsi, de nouvelles mesures protectionnistes sont introduites aux États-Unis, et les membres concernés de la Communauté européenne sont intervenus pour empêcher un accord qui aurait permis au GATT de s'attaquer aux problèmes des surplus et des subventions. Je vous épargne les détails, mais nos négociateurs à Genève, collaborant étroitement avec ceux d'autres pays, sont venus très près de conclure un accord relatif à un ordre du jour qui nous aurait permis de traiter des problèmes fondamentaux de l'agriculture au cours de la réunion ministérielle du GATT, qui doit avoir lieu en septembre à Punta del Este, en Uruguay. À la dernière minute, la France, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce ont reculé, et la question a été retirée de l'ordre du jour.

La réunion de Punta del Este demeure toutefois notre meilleur espoir de lutter avec succès contre le cercle vicieux des subventions et de la surproduction. Mais cette question agricole est tellement complexe et délicate qu'elle est susceptible d'empêcher un accord sur le début d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Tous seraient perdants. Tous les pays auraient ainsi le prétexte et la tentation de cesser toute coopération internationale et de recourir à outrance au protectionnisme. La tendance internationale vers la libéralisation du commerce serait renversée, et des pays comme le Canada, qui dépendent du commerce, verraient leurs